

Travail forcé : la filière solaire conteste un projet de règlement de l'UE

L'association SolarPower Europe, qui représente 300 entreprises, tente d'affaiblir le projet de règlement en cours de négociation à Bruxelles

Officiellement, les acteurs de la filière photovoltaïque sont favorables au projet de règlement européen visant à bannir du continent les produits associés au travail forcé. Alors que le secteur est de plus en plus critiqué pour sa dépendance à l'égard de la région du Xinjiang, en Chine, où la minorité musulmane ouïgoure subit de sévères violations des droits humains, ce texte devrait aider les entreprises à mettre en place des chaînes d'approvisionnement éthiques et responsables. Et pourquoi pas susciter également de nouvelles occasions économiques, en réduisant la concurrence chinoise.

Selon les informations du *Monde*, une partie du secteur ne soutient toutefois qu'en partie la proposition. Des documents internes à l'association SolarPower Europe, qui représente 300 entreprises, montrent que celle-ci tente d'affaiblir le projet de règlement encore en cours de négociation à Bruxelles. « Je ne suis malheureusement pas surprise par de telles tentatives de lobbying, car ce projet de règlement a le potentiel pour provoquer de réels changements au sein de la filière, que les acteurs n'ont jusqu'ici pas voulu mettre en

place de manière volontaire », réagit Chloe Cranston, responsable du plaidoyer au sein de l'organisation Anti-Slavery International.

Le texte, présenté par la Commission européenne en septembre 2022, prévoit d'empêcher l'entrée de tous les produits issus, ou partiellement issus, du travail forcé, auquel sont soumises plus de 27 millions de personnes. A la différence de la loi adoptée aux Etats-Unis en 2022, qui vise spécifiquement les produits originaires du Xinjiang, le texte européen ne cible ni une zone géographique ni des entreprises en particulier. Mi-octobre, le Parlement a renforcé la proposition initiale, en inversant la charge de la preuve dans les situations les plus à risque : ce ne sera plus aux autorités de prouver l'existence de travail forcé, mais aux entreprises de démontrer que leur chaîne d'approvisionnement en est exempte.

La filière solaire est particulièrement concernée par ces discussions. Selon le Global Slavery Index de 2023, la fabrication de panneaux solaires est la quatrième catégorie de produits exposés au travail forcé la plus importée par les pays du G20, derrière l'électronique, les vêtements et l'huile de

palme. La Chine domine très largement la chaîne d'approvisionnement mondiale, et le Xinjiang fournit notamment environ un tiers du polysilicium, le matériau à partir duquel sont fabriqués les panneaux solaires.

Un rapport de 2021 a montré que les principaux producteurs de polysilicium de la région étaient impliqués, de manière directe ou indirecte, dans des cas de travail forcé. « La situation est extrêmement grave », insiste Chloe Cranston. Il s'agit de travail forcé imposé par l'Etat, utilisé pour persécuter une population et supprimer son identité culturelle. C'est très différent d'autres situations où le travail est imposé par des individus. »

Respect des droits humains

SolarPower Europe affirme soutenir les efforts de l'Union européenne pour faire en sorte que la transition énergétique se fasse dans le respect des droits humains. Deux documents et un mail internes à l'association montrent cependant qu'elle s'oppose au principe d'inversion de la charge de la preuve proposée par le Parlement, jugé crucial par les organisations de défense des droits humains.

Interrogée par *Le Monde*, l'organisation confirme cette position : « Nous avons accueilli favorablement la proposition de la Commission imposant aux autorités la charge de la preuve, explique SolarPower Europe. Dans notre plaidoyer, nous avons également exposé notre position selon laquelle le renversement de la charge de la preuve n'était pas nécessaire. (...) On ne sait pas clairement comment les entreprises peuvent légalement démontrer que leur produit est conforme. (...) Nous craignons que cela ralentisse injustement le déploiement de l'énergie solaire. »

A la place, l'association cherche à promouvoir auprès des ministres et des représentations permanentes à Bruxelles, et tout particulièrement de la présidence espagnole

de l'Union, un programme qu'elle a elle-même lancé en 2021, la Solar Stewardship Initiative. Les 60 membres qui y ont déjà adhéré, de manière volontaire, s'engagent à faire des « efforts ciblés » pour mettre en place une production responsable et une chaîne d'approvisionnement transparente. Une « vérification par un tiers indépendant » doit permettre de garantir la crédibilité et la précision des évaluations. La reconnaissance du rôle de ces tierces parties est présentée comme essentielle pour que les entreprises puissent mener à bien la transition.

Pour Anti-Slavery International, ce type d'initiative est toutefois totalement insuffisant pour garantir l'absence de travail forcé, en particulier en lien avec le Xinjiang, fermé aux observateurs extérieurs. « Si une société dit qu'elle a mené un audit sur le terrain et qu'elle sait que ses produits issus du Xinjiang sont O.K., elle ne sera absolument pas crédible », explique Chloe Cranston. Selon l'ONG, la seule chose à faire pour les entreprises est d'identifier leurs liens avec la région, d'y mettre un terme et de travailler à trouver des sources d'approvisionnement alternatives.

Dans une lettre ouverte publiée fin octobre, SolarPower Europe pointe que « les barrières à l'entrée à l'échelle du marché mettent en danger le secteur photovoltaïque », actuellement en forte croissance. « L'association ne déclare pas ouvertement qu'elle s'oppose à une réglementation stricte du travail forcé, mais elle y fait allusion entre les lignes, décrypte un connaisseur du secteur. Une telle réglementation est une sorte de barrière à l'entrée, et la lettre demande aux Etats membres de la rejeter. »

Comment expliquer cette opposition d'une partie de l'industrie solaire ? Plusieurs acteurs du secteur, qui souhaitent rester anonymes, accusent SolarPower Europe de vouloir faire en sorte que ses membres continuent à bénéficier de produits coûtant le moins cher possible. SolarPower Europe compte aussi, parmi ses membres, quatre entreprises chinoises dont l'exposition au travail forcé dans le Xinjiang est jugée « élevée » ou « très élevée » par un rapport de l'université anglaise Sheffield Hallam publié en juillet. Le dirigeant de l'une de ces sociétés est aussi membre du bureau de l'association. ■

PERRINE MOUTERDE

Les panneaux solaires sont la 4^e catégorie de produits exposés au travail forcé la plus importée par les pays du G20